

Marché de Prestations intellectuelles

**CONCEPTION, REALISATION, AMENAGEMENT DU CENTRE
PENITENTIAIRE D'ANGERS LES LANDES (49)**

MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

Février 2025

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

24/03/2025 avant 12h00

Sommaire

1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1	Contenu de la mission.....	3
1.2	Caractéristiques du marché de travaux	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1	Mode de consultation	3
2.2	Forme du marché	3
2.3	Décomposition en tranches	4
2.4	Variantes 4	
2.5	Durée du marché	4
2.6	Lieu d'exécution.....	4
2.7	Délai de validité des offres	4
2.8	Modifications de détail au dossier de consultation.....	4
3	PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4	CLAUSE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS EN COURS D'ETUDE.....	5
5	ARTICLE 5 - PRESENTATION DES OFFRES	6
5.1	Dossier de candidature.....	6
5.2	Dossier Offre.....	7
6	ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
6.1	Jugement des candidatures	8
6.2	Jugement des offres.....	8
6.3	Négociation.....	9
7	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS	9
7.1	Transmission électronique du pli	9
7.2	Signature électronique.....	10
7.3	Copie de sauvegarde	10
7.4	Assurance et frais de transport	11
8	DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE	12
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13
10	VOIES DE RECOURS	13

1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Contenu de la mission

Le présent marché a pour objet l'intervention du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, dans le cadre de l'opération de construction d'un centre pénitentiaire à Angers (49), comprenant également les ouvrages routiers menant à ce dernier.

A titre indicatif, les délais prévisionnels de l'opération, hors OPR et période de parfait achèvement, sont les suivants :

- conception estimés à 12 mois
- travaux et aménagement estimés à 25 mois, hors OPR/GPA

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1^{ère} catégorie au sens de l'article R. 4532-31 du Code du Travail.

1.2 Caractéristiques du marché de travaux

La réalisation du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes fait l'objet d'un marché public global sectoriel de conception, réalisation et d'aménagement au sens des articles R. 2171-1 et R. 2171-15 à R. 2171-22 du Code de la commande publique.

L'enveloppe prévisionnelle retenue pour la tranche ferme du marché de conception, réalisation et aménagement du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes (49) avec sa nouvelle desserte routière est de 151 M€ HT en date de valeur de Décembre 2022.

L'enveloppe prévisionnelle retenue pour la tranche optionnelle du marché de conception, réalisation et aménagement du centre pénitentiaire d'Angers Les Landes est de 4,0 M€ HT en date de valeur Décembre 2022.

L'enveloppe prévisionnelle totale retenue pour l'ensemble du marché de conception, réalisation et aménagement du centre pénitentiaire d'Angers les Landes (49) est de 155 M€ HT en date de valeur de Décembre 2022.

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Mode de consultation

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2123-5 et R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 Forme du marché

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

En raison de la nature des prestations faisant l'objet de la présente consultation et de leur forte imbrication technique, l'acheteur entend s'assurer que chacun des prestataires membres du groupement soit engagé sur la totalité du marché.

C'est la raison pour laquelle le groupement attributaire sera solidaire.

2.3 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de tranche : le présent marché couvre l'application des missions confiées au coordonnateur SPS, correspondant au périmètre du projet regroupant l'ensemble des espaces en et hors enceinte de l'établissement, ainsi que ses équipements associés, dont la desserte routière ainsi que les travaux relatifs aux ouvrages de traitement des eaux résiduaires.

2.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée prévisionnelle minimale de cinquante-six (56) mois à compter de sa notification, dont trois (3) mois pour la réalisation des OPR et seize (16) mois de GPA.

Au sein de ce délai, l'élaboration de documents ou l'examen de documents d'études qui seront remis au titulaire sont soumis à des délais spécifiques, figurant à l'article 7 du CCP.

Le marché prend effet à sa notification et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement d'une durée de 16 mois, ou après prolongation de ce délai par le pouvoir adjudicateur, dans le cas où des réserves signalées lors de la réception ne seraient pas toutes levées à la fin de cette période ou des désordres resteraient à être traités par le titulaire du marché de conception-réalisation.

2.6 Lieu d'exécution

Les prestations s'effectueront en partie sur site (Angers, 49) et en partie au siège de l'APIJ situé au Kremlin-Bicêtre (Le Kremlin-Bicêtre, 94).

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à une date ultérieure, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes :
 - son annexe n°01 relative au cadre de réponse de candidature
 - son annexe n°02 relative au cadre de réponse des temps passés
- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe :
 - son annexe n°01 relative à la répartition des honoraires entre co-traitants
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- la note de synthèse de l'opération du marché de conception, réalisation et aménagement de l'établissement pénitentiaire d'Angers (49). La note de synthèse ne tient pas compte de l'inclusion de la nouvelle desserte routière au sein du marché de conception-réalisation.

4 CLAUSE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS EN COURS D'ETUDE

Les candidats sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les fichiers, études, documents qui leur ont été communiqués pour leur permettre d'établir leurs propositions dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf indication contraire du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis sont réputés présenter un caractère secret.

Ils s'engagent donc à respecter les obligations suivantes :

- s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui leur auront été remis, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ;
- signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- retourner au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des documents dont la restitution aura été demandée.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du candidat pourra être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

5 ARTICLE 5 - PRESENTATION DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

5.1 Dossier de candidature

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché

Situation juridique du candidat

- Une **lettre de candidature** complétée, avec, en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1, dernière version en date).
- Si le **candidat est en redressement judiciaire** au sens de l'article L 631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacités financières professionnelles et techniques

- Une déclaration concernant **le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant l'objet du marché**, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (formulaire DC2, dernière version en date).
- Pour l'équipe proposée, la copie de l'attestation de compétence en cours de validité à l'exercice des missions CSPS niveau 1 - article R4532-23 à R4532-29 du code du travail.

Les candidats sont également invités à compléter l'annexe n°01 du présent RC « cadre de réponse de candidature ».

- Les **effectifs moyens annuels** du candidat pour chacune des trois dernières années.
- Une **liste de trois (3) références**, de moins de 3 ans, d'importance et de complexité comparables à l'objet du marché (conception-réalisation). Pour chaque référence le candidat précisera dans l'annexe n°01 au présent RC « Cadre de réponse candidature » prévu à cet effet :
 - la nature du projet et sa localisation
 - le donneur d'ordre (dénomination complète avec coordonnées),
 - la surface de plancher,
 - le calendrier de l'opération,
 - le montant (H.T.) des travaux
 - le montant (H.T.) de la mission réalisée.

Si le candidat transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Le candidat est invité à renseigner les différentes rubriques de l'annexe n°01 du RC, en plus de fournir les différentes pièces justificatives demandées.

NOTA BENE :

Les formulaires DC1 et DC 2, dernière version en date, sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat?language=fr>

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media unique pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

5.2 Dossier Offre

Ce dossier comprendra, en un exemplaire original, les pièces suivantes :

Un projet de marché comprenant

- **L'acte d'engagement** à compléter, dater et signer par une personne habilitée à engager le candidat, accompagné de son annexe n°01 (répartition des prix entre co-traitants).
- La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** par mission et par co-traitant, au format Excel et PDF, complétée, cadre à accepter sans modifications. Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre.
- Le **cadre de réponse des temps passés prévisionnels** (annexe n°02 du présent RC, dûment complétée au format Excel et PDF)

Un mémoire technique portant sur l'organisation opérationnelle et la méthodologie d'intervention mises en place et indiquant notamment :

- **Les moyens humains :**
 - la liste nominative, sous forme d'organigramme, des différents personnels affectés à l'exécution du marché, y compris les spécialistes, avec leurs curriculums vitae présentant notamment leurs expériences et références respectives (conception-réalisation et site occupé notamment) et la copie de l'attestation de compétence en cours de validité à l'exercice des missions CSPS niveau 1 - article articles R4532-23 à R4532-29 du Code du travail). Cette liste doit reprendre exactement les personnels prévus à l'exécution du marché ;
 - les tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, et la répartition des compétences spécifiques au sein des différents intervenants, au regard des spécificités de l'opération.
- **L'organisation et la méthodologie** qu'ils comptent mettre en place à chacune des étapes de la mission, avec un focus particulier et détaillé pour la phase de suivi de chantier sur l'ensemble du périmètre du marché.

Les documents seront remis en version pdf et en version native (.xls notamment).

6 ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

Nota : l'APIJ se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures et d'analyser en conséquence la candidature du seul candidat pressenti attributaire à l'issue de l'analyse des offres. Dans le cas où la candidature de ce candidat ne satisferait pas aux critères d'analyse des candidatures, la candidature du candidat arrivé le suivant dans le classement des offres sera analysée.

6.2 Jugement des offres

Le pouvoir adjudicateur prendra en compte les deux critères suivants :

- la valeur technique de l'offre pour **80 %**, soit :
 - la qualité et la pertinence de la **méthodologie et l'organisation opérationnelle proposées pour la réalisation de l'ensemble des missions**, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire méthodologique (20%) ;
 - la qualité et la pertinence des **moyens humains proposés**, notamment l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution du marché, ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants (30%) ;
 - la pertinence et la cohérence de la répartition du **temps passé prévisionnel** pour l'exécution de chaque mission du CSPS et pour chacune des phases du projet (30%).
- le **prix des prestations pour 20 %**, apprécié au regard du montant global et forfaitaire de l'offre.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

6.3 Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange par voie électronique, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS

7.1 Transmission électronique du pli

Les dossiers de candidatures et d'offres devront **OBLIGATOIREMENT** être adressés par **voie électronique** sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2602169&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits. Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

7.2 Signature électronique

Modalités selon lesquelles est sécurisée la procédure électronique de passation du marché formalisé du pouvoir adjudicateur :

Conformément à l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- **L'acte d'engagement**

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soit (soient) pas trop volumineuses.

7.3 Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur papier.

En cas de transmission par voie électronique (dématérialisé), la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement doit être signé au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« Copie de sauvegarde ». L'enveloppe contenant l'offre du candidat devra ainsi porter la mention :

« APIJ – CENTRE PENITENTIAIRE D'ANGERS LES LANDES (49)

MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »

Elle devra ensuite :

- soit être déposées - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h00 - 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde est ouverte :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

7.4 Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux-mêmes.

8 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ

En application des articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura présenté au pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront déposer leur question au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres sur la plateforme PLACE.

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

10 VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.